

CONSEIL DE LA MAGISTRATURE

1. CONSIDERATIONS GENERALES

Depuis plusieurs années déjà, le pouvoir judiciaire, dans le cadre de diverses commissions et groupes de travail, participe à la mise sur pied d'une nouvelle organisation judiciaire liée à l'entrée en vigueur des Codes de procédure civile et pénale fédéraux le 1er janvier 2011. Pour le canton de Neuchâtel, les changements à intervenir sont considérables.

Sur le plan pénal, les juges d'instruction disparaissent pour céder la place à des procureurs dont les compétences sont étendues par rapport à la situation actuelle. Cette modification importante a des incidences sur l'organisation de la première instance puisqu'elle entraîne la création d'un tribunal des mesures de contrainte. La loi fédérale pose des exigences nouvelles en matière de déroulement du procès ce qui aura un effet immédiat sur la durée des audiences. En matière de recours, l'appel remplacera la cassation.

Sur le plan civil, la loi sur le Tribunal fédéral oblige les cantons à prévoir un double degré de juridiction ce qui signifie que les tribunaux de première instance devront statuer dans toutes les causes en paiement qui relevaient jusqu'ici des Cours civiles du Tribunal cantonal. Le nouveau code de procédure introduit l'appel au lieu de la cassation, le préalable obligatoire de conciliation et pose également des exigences plus lourdes au niveau du déroulement du procès.

Une commission "Organisation judiciaire" a été instituée le 20 août 2007. Elle était composée de députés, de magistrats judiciaires, de fonctionnaires du DJSF, d'un professeur d'université sous la présidence de M. Jean Guinand, ancien Conseiller d'Etat. Elle a rendu son rapport en juin 2008. Le projet prévoyait, entre autres, la suppression du Tribunal pénal économique, de la Cour d'assises, du Tribunal correctionnel, des Tribunaux de prud'hommes et matrimonial, du Tribunal fiscal et des Autorités de conciliation en matière de bail, la réunion de la première instance et du Ministère public sur deux sites et une augmentation du nombre de magistrats en première instance et au Ministère public pour tenir compte de l'augmentation des tâches liées aux nouvelles procédures. Mis en consultation en été 2008, le projet avait reçu un accueil favorable. Sur cette base, des scénarii avaient déjà commencé à se mettre en place pour permettre l'application des nouvelles procédures dans les meilleures conditions possibles dès le début de l'année 2011.

En septembre 2009, le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un rapport qui, tout en reprenant les grandes lignes du projet, en modifiait considérablement l'esprit sur deux points essentiels : la dotation en magistrats n'était pas modifiée par rapport à la situation actuelle et la première instance et le Ministère public étaient réunis sur un site unique.

Le Conseil de la magistrature doit veiller au bon fonctionnement de la justice. Dans ce contexte, il a suivi avec intérêt les phases de l'évolution du projet et a manifesté son inquiétude en constatant les derniers développements. Si, à une augmentation significative des charges, ne correspond aucun poste supplémentaire, le retard est programmé et il sera difficile de proposer des mesures destinées à le juguler. Le Grand Conseil a compris cette préoccupation en augmentant le nombre de postes en première instance et au Ministère public pour tenir compte des nouvelles tâches auxquelles ces deux instances seront confrontées étant précisé que la nouvelle loi d'organisation judiciaire prévoit que le point de la situation sera fait deux ans après l'entrée en vigueur de la loi, ce qui rendra les inspections 2011 et 2012 particulièrement déterminantes.

Les statistiques de l'activité des autorités judiciaires en 2009 font partie intégrante de ce rapport. Tous les sites judiciaires ont été inspectés par les membres titulaires et suppléants du Conseil de la magistrature. Ces inspections font l'objet d'un rapport qui est soumis à la Commission judiciaire et discuté lors d'une séance réunissant le Bureau du Conseil de la magistrature et les membres de la Commission judiciaire. Il faut souligner ici l'intérêt manifesté par les membres de cette commission au fonctionnement de la justice et son engagement pour apporter des solutions aux problèmes posés.

1.1. Magistrature judiciaire

Tribunal cantonal

Par décision du 13 mars 2009, le Bureau du Conseil de la magistrature a désigné deux suppléants en faveur des Cours civiles du Tribunal cantonal, l'une directe (Me Philippe Schweizer, déjà suppléant de la Cour de cassation civile pour une charge d'environ 15 %, étant nommé du 01.04.2009 au 01.10.2010 à raison de 50 % au total, dont environ 35 % pour la 2ème Cour civile) et l'autre indirecte (Me Claire-Lise Mayor Aubert étant désignée suppléante à 50 % du président du Tribunal du district du Locle, M. Nicolas de Weck, lequel fonctionne dans la mesure correspondante pour la 1ère Cour civile, du 15.04.2009 au 15.10.2010).

La collaboration avec ces deux suppléants efficaces se déroule dans un état d'esprit très satisfaisant. Au 31 décembre 2009, quinze jugements en retard étaient expédiés, alors que quatre projets étaient en discussion. Ce résultat, un peu inférieur aux espoirs exprimés à l'appui de la demande de suppléance, dénote la difficulté de la tâche à accomplir.

Quant à la situation globale des deux Cours civiles, qui dépend de facteurs variables (arrivée de causes au stade du jugement, selon un flux irrégulier, notamment), elle n'est pas encore rétablie : l'ancienneté moyenne des jugements en attente a pu être considérablement réduite en 1ère Cour civile (de 12 à 8,6 mois), alors que c'était la préoccupation la plus grave, mais le nombre de ces jugements reste stable. En 2ème Cour civile, l'ancienneté moyenne des jugements en attente reste stable à environ six mois, mais leur nombre a pu être ramené de 29 à 22. Si l'on tient compte du fait qu'en 2009, l'un des juges de la 1ère Cour civile est parti à la retraite et qu'un des juges de la 2ème Cour civile a dû se consacrer durant trois mois à une lourde cause de cassation pénale (il a été suppléé de manière très efficace par la greffière-rédactrice affectée à cette Cour mais, globalement, les forces de travail de la Cour étaient néanmoins réduites d'une personne), ce résultat intermédiaire est convenable et permet d'envisager une situation sinon idéale – l'absence de tout retard – du moins acceptable au moment de la transition vers la nouvelle organisation judiciaire. Il faut en effet souligner l'importance de juger un maximum des causes aptes à l'être, avant le 31 décembre 2010, faute de quoi le Tribunal cantonal comme tel devra, selon les dispositions transitoires adoptées le 27 janvier 2010, s'y consacrer souvent à deux reprises (jugement par le juge instructeur seul, puis appel auprès de ses collègues), ce qui ne serait satisfaisant à aucun point de vue si les cas étaient trop nombreux.

M. Claude Bourquin, juge cantonal, a pris sa retraite le 31 août 2009 après une carrière de plus de 30 ans dans la magistrature, d'abord comme Président du Tribunal du district de la Chaux-de-Fonds, puis comme juge cantonal. Il a été remplacé par Mme Jeanine de Vries Reihling qui est entrée en fonction le 1er septembre 2009.

Tribunal administratif

Le principal reproche fait à la justice, de manière générale, ce sont les retards qu'elle accuse dans le traitement des dossiers. Le Grand Conseil en avait bien eu conscience puisqu'il avait accepté de désigner, pour une période d'une année et demie, deux juges à plein temps et deux collaborateurs scientifiques à plein temps. De fait, quatre juges suppléantes à 50 %, Mmes Natacha Berberat, Françoise Ferrari Gaud, Jeanine de Vries Reihling et Catherine Schuler Perotti et deux collaborateurs scientifiques à plein temps, Mme Celia Clerc et M. Valentin Simon ont commencé leur activité entre mars et juin 2008 pour la terminer entre octobre et décembre 2009. Pendant cette période, ils ont traité 323 dossiers, ce qui était l'objectif visé initialement. Le nombre d'affaires pendantes a ainsi passé de 536 en mars 2008 à 391 à fin décembre 2009, étant précisé toutefois que, en 2009, le nombre de nouvelles affaires enregistrées a augmenté par rapport aux deux années précédentes.

Tribunal du district de La Chaux-de-Fonds

Mme Sara Guidjera-Lopes a démissionné de sa charge de suppléante avec effet au 31 décembre 2009. Elle a été remplacée par Mme Natacha Berberat.

Mes Jean Oesch et Alexandre Zen-Ruffinen ont été désignés en qualité de suppléants par le Conseil de la magistrature pour remplacer M. Christian Hänni, absent pour cause de maladie pendant une partie de l'année 2009.

Tribunal du district du Locle

Me Claire-Lise Mayor Aubert a été désignée en qualité de suppléante de M. Nicolas de Weck qui fonctionne à 50 % comme juge à la Cour civile du Tribunal cantonal.

Juges d'instruction de Neuchâtel

M. Marc Rémy a été désigné comme juge d'instruction suppléant extraordinaire à 50 % dès le 1er janvier 2009 de M. Renaud Weber, lequel se consacre à 50 % à la Haute-Ecole ARC.

Pour tous les autres sites judiciaires, les personnes qui fonctionnaient déjà comme suppléantes ont été reconduites dans leurs fonctions.

1.2. Personnel des greffes

Tribunal cantonal

M. Dominique Deschenaux a pris sa retraite le 31 août 2009. M. Camillo Bozzi a été désigné en qualité de greffier à titre provisoire dès le 1er septembre 2009. Mme Denise Haas-Perucchi a été désignée comme greffière substitut dès le 1er septembre 2009. Mme Fanny Franc a été engagée en qualité de collaboratrice scientifique à temps partiel à titre provisoire dès le 1er janvier 2009. Mme Valérie Huguenin a été engagée comme secrétaire à titre provisoire dès le 1er septembre 2009 et Mme Corinne Todeschini Rota comme collaboratrice administrative à temps partiel à titre provisoire dès le 1er janvier 2009.

Tribunal administratif

Mme Neslihan Sarac, qui avait été engagée dans le cadre des mesures de suppléance extraordinaires, a quitté ses fonctions le 31 octobre 2009.

Tribunal du district de La Chaux-de-Fonds

Mme Elyane Augsburgger a pris sa retraite anticipée le 31 janvier 2009. Mme Nathalie Christen et Mme Caroline Brand ont été engagées en qualité de collaboratrices administratives respectivement à 70 % dès le 1er janvier 2009 et 60 % dès le 1er mars 2009.

Mme Cindy Bertolotti (100 %) et Mme Florence Risse (60 %) ont été nommées en qualité de collaboratrices administratives dès le 1er juillet 2009.

Tribunal du district du Val-de-Travers

M. Adrien Simon-Vermont a pris sa retraite dès le 31 décembre 2009. Mme Christiane Desales a été désignée en qualité de greffière à titre provisoire dès le 1er janvier 2010.

Juges d'instruction de Neuchâtel

Mme Mylène Gautier a quitté ses fonctions de collaboratrice administrative à 50 % dès le 31 mars 2009.

Juges d'instruction La Chaux-de-Fonds

M. Ambrosio Malungo a été nommé collaborateur administratif dès le 1er juillet 2009 et Mme Beatriz Tourino collaboratrice administrative à 70 % dès le 1er janvier 2010.

Autorités régionales de conciliation

Mme Katia Brischoux a quitté ses fonctions de secrétaire le 31 octobre 2009. M. Laurent Hug a été nommé responsable administratif des ARC en plus de sa fonction de greffier du Tribunal du district de Neuchâtel.

1.3. Informatique

Dans les premiers mois de l'année, les utilisateurs de JURIS du pouvoir judiciaire ont été invités à participer à un brainstorming concernant la réorganisation du pouvoir judiciaire au niveau informatique. Diverses demandes et propositions sont ressorties de cette séance. Dans le même ordre d'idées, le Ministère public a rédigé un rapport très clair expliquant la situation actuelle et les améliorations possibles souhaitées du point de vue informatique. Diverses demandes ont déjà été intégrées à la nouvelle version de JURIS installée en décembre 2009, les autres points ont été priorisés puis seront intégrés au fur et à mesure, cela au mieux des moyens disponibles (financiers

et en ressources humaines). Dans les demandes déjà intégrées dans la nouvelle version de JURIS, et cela afin de répondre à la forte demande de rationalisation des procédures de travail permettant d'éviter les saisies inutiles, l'interface entre JURIS et la BDP (base de données des personnes), attendue depuis une décennie, a fait partie des premières améliorations intégrées à cette nouvelle version. Il est donc désormais possible de synchroniser à la demande les données d'une personne JURIS avec les données BDP. Il s'agit d'une avancée relativement importante aussi bien en termes de sécurité (éviter les erreurs de saisie) que de productivité (éviter les saisies identiques multiples). Egalement dans le but d'améliorer la communication entre les différents intervenants, des sites de projets, ainsi que des espaces collaboratifs ont été mis à disposition des utilisateurs, permettant ainsi d'intégrer l'intranet au travail quotidien.

La nouvelle organisation judiciaire et l'entrée en vigueur au 1er janvier 2011 des deux nouveaux Codes de procédure civile et pénale demandent d'importantes modifications au niveau informatique, notamment concernant JURIS. Une gestion de projet est en place afin de passer ce cap difficile avec un comité de pilotage formé de :

- deux représentants de la société Abraxas JURIS (Mme Laurence Burri et M. Martin Grah),
- deux représentants du pouvoir judiciaire (Mme Yvette Paroz Veuve, greffière du Tribunal du district du Val-de-Ruz et M. Sylvain Racine, greffier du Tribunal du district de Boudry),
- le service informatique de l'entité neuchâteloise M. Jean-Luc Abbet, chef de service du SIEN, et M. Danilo Rota, chef du développement au SIEN,
- Mme Joanne Scheibler, responsable informatique du pouvoir judiciaire et cheffe de projet.

L'introduction des nouveaux codes de procédure a rendu nécessaire la création de deux groupes de travail sous l'égide du COPIL OJN. La composition de ces deux groupes est la suivante :

Groupe civil : Mme Yvette Paroz Veuve (greffière du Tribunal du district du Val-de-Ruz), M. Laurent Margot (président du Tribunal du district du Val-de-Travers), M. Jean-Denis Roulet (juge cantonal), M. Laurent Hug (greffier du Tribunal du district de Neuchâtel).

Groupe pénal : Mme Sylvie Favre (juge d'instruction), M. Yanis Callandret (procureur), M. Nicolas De Weck (président du Tribunal du district du Locle), M. Sylvain Racine (greffier du Tribunal du district de Boudry), M. Raphaël Rérat (secrétaire du ministère public).

En ce qui concerne, enfin, la banque de données informatisée de jurisprudence du pouvoir judiciaire, gérée au moyen de l'outil JURIS/FindInfo, on relève qu'elle comprend 3'410 arrêts (état au 31.12.2009), rendus depuis 1995, dont plus de 2'700 sont accessibles au public sur le site Internet. Pour faciliter le travail de recherche des juges et collaborateurs du Tribunal cantonal, la plupart des arrêts rendus par ses différentes cours sont désormais, depuis mai 2009, enregistrés dans la banque de données à disposition de ces personnes. Cette pratique pourrait être maintenue si elle se révèle concluante. Quant à la jurisprudence accessible sur Internet, elle est elle aussi mise à jour régulièrement par l'adjonction des derniers arrêts les plus intéressants, dont certains sont par la suite publiés au Recueil de jurisprudence neuchâteloise.

Neuchâtel, le 26 février 2010

La présidente du Conseil de la magistrature

Geneviève Calpini Calame

2. STATISTIQUES POUR 2009

2.1. Tribunal cantonal

(Les chiffres entre parenthèses concernent l'année précédente; un changement de critère de liquidation a pu occasionner, ici ou là, une légère différence quant aux affaires pendantes en début d'exercice)

Cours civiles

affaires pendantes au 31 décembre 2008					365	(356)
affaires enregistrées en 2009					198	(195)
- procédure contentieuse			149	(133)		
- de nature pécuniaire	106	(100)				
- du droit de la filiation	43	(33)				
- appels			15	(17)		
- recours en matière LP			22	(37)		
- concordats			4	(-)		
- contestations d'honoraires de notaires			3	(2)		
- procédures non contentieuses			5	(6)		
affaires liquidées					194	(186)
- par jugement			120	(106)		
- sans jugement			74	(80)		
affaires pendantes au 31 décembre 2009					369	(365)

Autorité cantonale supérieure de surveillance des offices des poursuites et des faillites

affaires pendantes au 31 décembre 2008					5	(6)
affaires enregistrées en 2009					6	(10)
affaires liquidées					7	(11)
- admises			3	(2)		
- mal fondées			1	(4)		
- irrecevables			2	(5)		
- retirées / classements			1	(-)		
affaires pendantes au 31 décembre 2009					4	(5)

Cour de cassation civile

recours pendants au 31 décembre 2008				64	(71)
recours enregistrés en 2009				186	(173)
recours liquidés				189	(180)
- admis			59	(36)	
- mal fondés			71	(77)	
- irrecevables			8	(14)	
- retirés - classés			51	(53)	
recours pendants au 31 décembre 2009				61	(64)

Chambre des affaires arbitrales

affaires pendants au 31 décembre 2008				2	(-)
affaires enregistrées en 2009				1	(4)
affaires liquidées				2	(2)
affaires pendants au 31 décembre 2009				1	(2)

Autorité tutélaire de surveillance

affaires pendants au 31 décembre 2008				26	(23)
affaires enregistrées en 2009				86	(93)
affaires liquidées				80	(89)
- décisions sur recours			31	(36)	
- jugements d'adoption			16	(17)	
- autres décisions			33	(36)	
affaires pendants au 31 décembre 2009				32	(27)

Chambre d'accusation

affaires pendantes au 31 décembre 2008				23	(30)
affaires enregistrées en 2009				252	(215)
affaires liquidées				235	(221)
- recours c/ décisions des juges d'instruction			56	(37)	
- requêtes en prolongation de la détention préventive			5	(9)	
- recours c/ décisions du Ministère public			74	(69)	
- transmissions du Ministère public (179 CPP al.1 lit.a)			5	(5)	
- autres décisions de la CHAC ou de son président			95	(101)	
affaires pendantes au 31 décembre 2009				40	(24)

Cour d'assises

affaires pendantes au 31 décembre 2008				2	(1)
affaires enregistrées en 2009				4	(6)
affaires liquidées				3	(3)
affaires pendantes au 31 décembre 2009				3	(4)

Tribunal pénal économique

affaires pendantes au 31 décembre 2008				-	(1)
affaires enregistrées en 2009				2	(1)
affaires liquidées				1	(2)
affaires pendantes au 31 décembre 2009				1	(-)

Cour de cassation pénale

affaires pendantes au 31 décembre 2008				50	(40)
- pourvois en cassation			49	(39)	
- demandes de réhabilitation			-	(-)	
- demandes de révision			1	(1)	
affaires enregistrées en 2009				102	(133)
- pourvois en cassation			98	(128)	
- demandes de réhabilitation			2	(2)	
- demandes de révision			2	(3)	
affaires liquidées				111	(122)
- pourvois en cassation			106	(117)	
- admis	32	(36)			
- mal fondés	63	(62)			
- irrecevables	10	(18)			
- retirés	1	(1)			
- demandes de réhabilitation			2	(2)	
- admises	-	(-)			
- refusées	1	(2)			
- retirées	1	(-)			
- demandes de révision			3	(3)	
- admises	1	(1)			
- mal fondées	2	(2)			
- retirées	-	(-)			
affaires pendantes au 31 décembre 2009				41	(51)
- pourvois en cassation			41	(50)	
- demandes de réhabilitation			-	(-)	
- demandes de révision			-	(1)	

Tribunal administratif

affaires pendantes au 31 décembre 2008				482	(509)
affaires enregistrées en 2009				463	(448)
- droit administratif			180	(150)	
- impôts et taxes	24	(19)			
- séjour des étrangers	27	(25)			
- aménagement du territoire et constructions	16	(9)			
- statut des fonctionnaires	20	(13)			
- assistance judiciaire	22	(21)			
- circulation routière	6	(6)			
- responsabilité des collectivités publiques (actions)	8	(7)			
- bourses d'étude	2	(-)			
- droit des marchés publics	5	(2)			
- aide aux victimes d'infractions	-	(1)			
- environnement et protection de la nature	-	(-)			
- améliorations foncières et droit foncier rural	-	(5)			
- exécution des peines	2	(2)			
- établissements publics	-	(-)			
- affaires scolaires	2	(2)			
- expropriation	2	(-)			
- aide sociale	2	(3)			
- droit de procédure	19	(23)			
- vente d'appartements loués	2	(1)			
- usage du domaine public	3	(-)			
- divers	18	(11)			
- assurances sociales			283	(298)	
- assurance-accidents	29	(37)			
- assurance-chômage	63	(63)			
- allocations familiales	14	(1)			
- assurance-invalidité	121	(140)			
- AVS	19	(14)			
- assurance-maladie	14	(18)			
- assurance militaire	-	(-)			
- prestations complément. à l'AVS/AI	11	(12)			
- allocations pour perte de gain	-	(-)			
- prévoyance professionnelle (actions)	3	(8)			
- partage des prestations de sortie en cas de divorce	9	(5)			

affaires liquidées					554	(474)
- droit administratif			180	(198)		
- admises	50	(46)				
- irrecevables	24	(17)				
- mal fondées	81	(116)				
- retraits / transactions / classements	25	(19)				
- assurances sociales			374	(276)		
- admises	148	(99)				
- irrecevables	9	(12)				
- mal fondées	189	(141)				
- retraits / transactions / classements	28	(24)				
affaires pendantes au 31 décembre 2009					391	(483)

Tribunal arbitral (art.89 LAMal)

affaires pendantes au 31 décembre 2008					3	(2)
affaires enregistrées en 2009					1	(2)
affaires liquidées					-	(1)
affaires pendantes au 31 décembre 2009					4	(3)

Autorité de recours des avocates, des avocats et du notariat

recours pendants au 31 décembre 2008					1	(6)
recours enregistrés en 2009					-	(1)
recours liquidés					-	(6)
- admis			-	(3)		
- mal fondés			-	(3)		
- irrecevables			-	(-)		
- retirés / classés			-	(-)		
recours pendants au 31 décembre 2009					1	(1)

Recours au Tribunal fédéral

	Pendants au 1 ^{er} janvier	Interjetés dans l'année	Admis	Mal fondés	Irrecevables	Retirés	Pendants au 31 déc.
Cours civiles	1	17	3	7	1	-	7
Cour de cassation civile	1	11	-	6	3	1	2
Autorité de recours des avocates, des avocats et du notariat	-	2	-	2	-	-	-
Autorité tutélaire de surveillance	-	4	-	-	4	-	-
Chambre d'accusation	1	10	-	3	7	1	-
Cour de cassation pénale	5	39	-	17	10	-	17
Tribunal administratif TF Lausanne	7	22	1	17	7	-	4
Tribunal administratif TF Lucerne	26	57	14	33	5	2	29
Autorité cantonale supérieure de surveillance des offices des poursuites et des faillites	1	-	-	-	1	-	-
Tribunal arbitral (89 LAMal)	-	-	-	-	-	-	-
Total	42	162	18	85	38	4	59

Caisse du greffe du Tribunal cantonal :

Emoluments : Fr. 666.384,50 (Fr. 541.329,50)

2.2. Tribunaux de district

2.2.1. Affaires civiles

(Les chiffres entre parenthèses concernent l'année précédente)

Procédure écrite

	Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
Actions en divorce, etc. (art.10 OJ)							
- en instruction au 1 ^{er} janvier	146 (168)	139 (122)	29 (30)	35 (35)	29 (27)	177 (188)	555 (570)
- enregistrées dans l'année	199 (187)	127 (159)	51 (39)	54 (52)	50 (53)	166 (139)	647 (629)
Total	345 (355)	266 (281)	80 (69)	89 (87)	79 (80)	343 (327)	1.202 (1.199)
- liquidées par jugement	189 (202)	146 (134)	50 (38)	49 (50)	41 (48)	158 (137)	633 (609)
- liquidées sans jugement	13 (7)	9 (8)	3 (2)	4 (2)	2 (3)	15 (13)	46 (35)
- en instruction au 31 décembre	143 (146)	111 (139)	27 (29)	36 (35)	36 (29)	170 (177)	523 (555)
Total	345 (355)	266 (281)	80 (69)	89 (87)	79 (80)	343 (327)	1.202 (1.199)
Autres actions de procédure écrite							
- en instruction au 1 ^{er} janvier	25 (34)	16 (24)	2 (2)	6 (5)	13 (5)	18 (26)	80 (96)
- enregistrées dans l'année	19 (17)	11 (5)	5 (1)	9 (5)	8 (12)	15 (10)	67 (50)
Total	44 (51)	27 (29)	7 (3)	15 (10)	21 (17)	33 (36)	147 (146)
- liquidées par jugement	11 (13)	3 (4)	4 (-)	2 (1)	3 (2)	3 (9)	26 (29)
- liquidées sans jugement	8 (13)	5 (9)	1 (1)	2 (3)	5 (2)	11 (9)	32 (37)
- en instruction au 31 décembre	25 (25)	19 (16)	2 (2)	11 (6)	13 (13)	19 (18)	89 (80)
Total	44 (51)	27 (29)	7 (3)	15 (10)	21 (17)	33 (36)	147 (146)

Procédure orale

	Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
- actions en instruction au 1 ^{er} janvier	35 (32)	25 (32)	7 (6)	9 (14)	7 (5)	40 (31)	123 (120)
- enregistrées dans l'année	127 (99)	61 (47)	18 (19)	19 (17)	21 (21)	67 (70)	313 (273)
Total	162 (131)	86 (79)	25 (25)	28 (31)	28 (26)	107 (101)	436 (393)
- liquidées par jugement	51 (51)	19 (26)	5 (5)	10 (7)	7 (4)	24 (25)	116 (118)
- liquidées sans jugement	60 (45)	36 (28)	13 (13)	9 (15)	12 (15)	57 (36)	187 (152)
- en instruction au 31 décembre	51 (35)	31 (25)	7 (7)	9 (9)	9 (7)	26 (40)	133 (123)
Total	162 (131)	86 (79)	25 (25)	28 (31)	28 (26)	107 (101)	436 (393)

Procédure sommaire, contentieuse ou gracieuse

	Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
- Mesures protectrices de l'union conjugale	140 (130)	48 (64)	29 (17)	26 (30)	33 (30)	82 (102)	358 (373)
- Mises à ban	15 (19)	14 (18)	3 (6)	11 (10)	4 (1)	6 (7)	53 (61)
- Annulations de titres	12 (8)	16 (10)	5 (2)	3 (5)	3 (8)	9 (9)	48 (42)
- Mainlevées d'opposition	567 (524)	346 (297)	177 (133)	124 (123)	156 (123)	360 (312)	1.730 (1.512)
- Séquestres	16 (16)	5 (4)	5 (8)	6 (1)	26 (30)	42 (36)	100 (95)
- Réquisitions de faillite	248 (283)	126 (106)	42 (43)	70 (59)	72 (70)	142 (190)	700 (751)
- Expulsions du locataire (art.257d CO)	66 (56)	29 (21)	6 (9)	7 (4)	19 (12)	78 (71)	205 (173)
- Autres affaires, non compris les affaires successorales (cf. celles ci-dessous) non plus que le contreseing des cédules hypothécaires	179 (133)	52 (33)	12 (23)	23 (30)	38 (47)	88 (73)	392 (339)
Total des affaires enregistrées dans l'année	1.243 (1169)	636 (553)	279 (241)	270 (262)	351 (321)	807 (800)	3.586 (3.346)

Successions

	Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
- ouvertes dans l'année	445 (492)	329 (326)	133 (150)	110 (110)	150 (150)	402 (383)	1.569 (1.611)
- appositions de scellés	3 (3)	4 (4)	6 (14)	2 (3)	4 (3)	1 (1)	20 (28)
- Inventaires (art.490 et 553 CCS)	6 (7)	5 (6)	- (-)	- (1)	2 (1)	2 (-)	15 (15)
- bénéfiques d'inventaire (art. 581 CCS)	1 (6)	2 (2)	2 (1)	1 (1)	1 (1)	- (1)	7 (12)
- administrations officielles (art.554 CCS)	3 (2)	- (4)	1 (2)	1 (1)	5 (5)	5 (1)	15 (15)
- ouvertures de testaments	147 (194)	117 (138)	43 (42)	33 (40)	48 (55)	114 (121)	502 (590)
- certificats d'hérédité							
- délivrés par le juge	295 (273)	210 (221)	79 (85)	78 (80)	90 (97)	189 (172)	941 (928)
- déposés par les notaires	28 (40)	25 (22)	3 (1)	4 (1)	7 (3)	49 (42)	116 (109)
- répudiations de successions	28 (40)	19 (20)	5 (10)	5 (4)	13 (9)	49 (39)	119 (122)
- ordonnances de liquidation de succes- sions par l'Office des faillites (art.566 al.2 ou art.573 CCS et 193 LP)	46 (67)	27 (28)	20 (17)	7 (12)	14 (14)	57 (50)	171 (188)

Divers

	Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
- Commissions rogatoires	5	2	1	-	1	8	17
	(3)	(3)	(-)	(-)	(1)	(7)	(14)
- Enchères publiques	2	-	-	-	1	1	4
	(2)	(-)	(1)	(-)	(3)	(-)	(6)
- Preuves à futur	5	3	1	2	-	1	12
	(1)	(-)	(1)	(2)	(1)	(3)	(8)
- Hypothèques légales	10	12	2	1	4	4	33
	(11)	(1)	(-)	(-)	(1)	(4)	(17)
- Mesures provisoires	29	26	4	5	5	15	84
	(20)	(26)	(3)	(3)	(2)	(14)	(68)
- Mesures de contrainte (LSEE)	2	1	-	-	-	3	6
	(1)	(-)	(-)	(-)	(-)	(6)	(7)
Total des émoluments encaissés durant l'année (arrondi)	456.000	438.400	119.700	144.700	125.070	388.400	1.672.270
	(510.100)	(400.300)	(116.020)	(150.370)	(120.740)	(362.000)	(1.659.530)

Autorités tutélaires civiles

		Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
Dossiers en cours au 1^{er} janvier								
Majeurs								
Tutelle	art.369	135	82	44	38	53	132	484
Tutelle	art.370	13	2	2	4	3	8	32
Tutelle	art.371	1	-	1	-	-	-	2
Tutelle	art.372	165	80	22	20	34	175	496
dont plac. autor. parent.	art.385 ch.3	44	53	16	22	23	62	220
Curatelle	art.392 ch.1	15	13	2	1	2	14	47
Curatelle	art.392 ch.3	4	-	-	-	-	1	5
Curatelle	art.393	32	13	21	9	7	9	91
Curatelle	art.394	254	152	54	42	33	121	656
Conseil légal	art.395	11	7	8	4	5	72	107
Priv. liberté assistance	art.397a	36	4	-	3	4	17	64
Mineurs								
Surveillance	art.307	1	-	2	-	1	8	12
Curatelle	art.308	207	138	86	84	65	363	943
Curatelle	art.309	15	4	2	3	2	22	48
Retrait de garde	art.310	83	34	5	12	14	94	242
Retrait autor. parentale	art.311/312	5	1	-	2	-	8	16
Protection des biens	art.324	-	-	-	-	-	-	-
Curat. d'administration	art.325	-	-	-	-	-	9	9
Tutelle	art.368	30	8	29	10	3	41	121
Curatelle	art.392 ch.2	20	20	2	12	4	31	89
Curatelle	art.392 ch.3	1	-	1	2	-	3	7
	Total	1.028	558	281	246	230	1.128	3.471
Inventaires art.318		24	11	1	31	2	11	80
Actions alimentaires		9	14	4	5	-	8	40

Autorités tutélaires civiles (suite)

		Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
Dossiers enregistrés dans l'année								
Majeurs								
Tutelle	art.369	5	4	1	3	2	7	22
Tutelle	art.370	-	-	-	-	-	-	-
Tutelle	art.371	-	-	-	-	-	-	-
Tutelle	art.372	14	11	-	3	3	16	47
dont plac. autor. parent.	art.385 ch.3	2	5	-	1	1	6	15
Curatelle	art.392 ch.1	2	6	-	-	2	1	11
Curatelle	art.392 ch.3	-	-	-	2	-	-	2
Curatelle	art.393	4	7	1	1	1	-	14
Curatelle	art.394	72	36	8	5	13	28	162
Conseil légal	art.395	2	1	1	1	1	21	27
Priv. liberté assistance	art.397a	106	63	17	27	31	108	352
Mineurs								
Surveillance	art.307	-	-	-	-	1	2	3
Curatelle	art.308	38	20	12	16	24	48	158
Curatelle	art.309	8	1	2	1	2	7	21
Retrait de garde	art.310	14	17	3	2	12	22	70
Retrait autor. parentale	art.311/312	1	-	-	-	-	5	6
Protection des biens	art.324	-	-	-	-	-	-	-
Curat. d'administration	art.325	-	-	-	-	-	-	-
Tutelle	art.368	4	2	8	2	-	8	24
Curatelle	art.392 ch.2	7	5	4	3	6	10	35
Curatelle	art.392 ch.3	-	1	-	-	-	-	1
	Total	277	174	57	66	98	283	955
Inventaires art.318		31	34	13	15	8	46	147
Actions alimentaires		22	29	12	10	4	27	104

Autorités tutélaires civiles (suite)

		Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
Dossiers classés dans l'année								
Majeurs								
Tutelle	art.369	4	1	2	2	1	5	15
Tutelle	art.370	-	-	-	-	1	-	1
Tutelle	art.371	-	-	-	-	-	-	-
Tutelle	art.372	10	9	3	-	4	11	37
dont plac. autor. parent.	art.385 ch.3	1	1	2	2	-	1	7
Curatelle	art.392 ch.1	7	5	1	1	1	4	19
Curatelle	art.392 ch.3	2	-	-	1	-	1	4
Curatelle	art.393	6	4	1	3	1	1	16
Curatelle	art.394	39	26	3	2	6	14	90
Conseil légal	art.395	2	1	2	-	2	15	22
Priv. liberté assistance	art.397a	112	62	15	28	30	105	352
Mineurs								
Surveillance	art.307	-	-	-	-	-	-	-
Curatelle	art.308	47	42	22	18	13	67	209
Curatelle	art.309	8	1	3	-	2	4	18
Retrait de garde	art.310	26	12	5	5	11	22	81
Retrait autor. parentale	art.311/312	2	-	-	1	-	1	4
Protection des biens	art.324	-	-	-	-	-	-	-
Curat. d'administration	art.325	-	-	-	-	-	-	-
Tutelle	art.368	7	3	14	4	-	3	31
Curatelle	art.392 ch.2	7	10	3	6	2	13	41
Curatelle	art.392 ch.3	-	-	-	1	-	-	1
Total		279	176	74	72	74	266	941
Inventaires art.318		38	26	10	12	5	50	141
Actions alimentaires		20	28	13	7	4	20	92

Autorités tutélaires civiles (suite)

		Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
Dossiers en cours au 31 décembre								
Majeurs								
Tutelle	art.369	136	85	43	39	54	134	491
Tutelle	art.370	13	2	2	4	2	8	31
Tutelle	art.371	1	-	1	-	-	-	2
Tutelle	art.372	169	82	19	23	33	180	506
dont plac. autor. parent.	art.385 ch.3	45	57	14	21	24	67	228
Curatelle	art.392 ch.1	10	14	1	-	3	11	39
Curatelle	art.392 ch.3	2	-	-	1	-	-	3
Curatelle	art.393	30	16	21	7	7	8	89
Curatelle	art.394	287	162	59	45	40	135	728
Conseil légal	art.395	11	7	7	5	4	78	112
Priv. liberté assistance	art.397a	30	5	2	2	5	20	64
Mineurs								
Surveillance	art.307	1	-	2	-	2	10	15
Curatelle	art.308	198	116	76	82	76	344	892
Curatelle	art.309	15	4	1	4	2	25	51
Retrait de garde	art.310	71	39	3	9	15	94	231
Retrait autor. parentale	art.311/312	4	1	-	1	-	12	18
Protection des biens	art.324							
Curat. d'administration	art.325	-	-	-	-	-	9	9
Tutelle	art.368	27	7	23	8	3	46	114
Curatelle	art.392 ch.2	20	15	3	9	8	28	83
Curatelle	art.392 ch.3	1	1	1	1	-	3	7
	Total	1.026	556	264	240	254	1.145	3.485
Inventaires art.318		17	19	4	34	5	7	86
Actions alimentaires		11	15	3	8	-	15	52

Tribunaux de prud'hommes

	Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
Actions en instruction au 1 ^{er} janvier	50 (21)	20 (18)	7 (3)	5 (13)	5 (6)	51 (29)	138 (90)
Actions enregistrées dans l'année	102 (116)	45 (41)	19 (28)	15 (20)	18 (14)	66 (90)	265 (309)
Total	152 (137)	65 (59)	26 (31)	20 (33)	23 (20)	117 (119)	403 (399)
Jugements rendus	48 (35)	13 (12)	8 (5)	6 (8)	2 (3)	26 (22)	103 (85)
Actions liquidées sans jugement	54 (52)	29 (27)	12 (19)	10 (20)	17 (12)	47 (46)	169 (176)
Actions en instruction au 31 décembre	50 (50)	23 (20)	6 (7)	4 (5)	4 (5)	44 (51)	131 (138)
Total	152 (137)	65 (59)	26 (31)	20 (33)	23 (20)	117 (119)	403 (399)

Restriction du droit de résilier les baux	Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
Actions en instruction au 1 ^{er} janvier	6 (19)	1 (1)	- (2)	1 (2)	3 (2)	2 (2)	13 (28)
Actions enregistrées dans l'année	38 (2)	- (1)	1 (-)	- (1)	- (3)	- (-)	39 (7)
Total	44 (21)	1 (2)	1 (2)	1 (3)	3 (5)	2 (2)	52 (35)
Actions liquidées par jugement	3 (13)	- (1)	- (-)	- (-)	- (1)	- (-)	3 (15)
Actions retirées	- (-)	- (-)	- (1)	- (-)	- (-)	- (-)	- (1)
Actions conciliées	2 (2)	1 (-)	- (1)	1 (2)	1 (1)	- (-)	5 (6)
Actions en instruction au 31 décembre	39 (6)	- (1)	1 (-)	- (1)	2 (3)	2 (2)	44 (13)
Total	44 (21)	1 (2)	1 (2)	1 (3)	3 (5)	2 (2)	52 (35)

2.2.2. Affaires pénales**Tribunaux de police**

	Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
Dossiers en cours au 1 ^{er} janvier	132 (142)	92 (115)	25 (20)	24 (32)	31 (16)	140 (128)	444 (453)
Dossiers reçus dans l'année	467 (505)	160 (202)	84 (71)	63 (54)	84 (85)	335 (309)	1.193 (1.226)
Total	599 (647)	252 (317)	109 (91)	87 (86)	115 (101)	475 (437)	1.637 (1679)
Dossiers liquidés par jugement	348 (418)	133 (187)	58 (50)	48 (51)	61 (62)	263 (244)	911 (1.012)
Dossiers liquidés sans jugement	100 (97)	60 (38)	18 (16)	10 (11)	21 (8)	67 (53)	276 (223)
Dossiers en cours au 31 décembre	151 (132)	59 (92)	33 (25)	29 (24)	33 (31)	145 (140)	450 (444)
Total	599 (647)	252 (317)	109 (91)	87 (86)	115 (101)	475 (437)	1.637 (1679)

Tribunaux correctionnels

	Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
Dossiers en cours au 1 ^{er} janvier	7 (14)	6 (4)	3 (4)	3 (1)	2 (3)	10 (8)	31 (34)
Dossiers reçus dans l'année	31 (25)	4 (12)	4 (4)	2 (5)	6 (4)	27 (24)	74 (74)
Total	38 (39)	10 (16)	7 (8)	5 (6)	8 (7)	37 (32)	105 (108)
Dossiers liquidés par jugement	29 (28)	10 (10)	3 (5)	3 (3)	4 (5)	24 (21)	73 (72)
Dossiers liquidés sans jugement	- (4)	- (-)	- (-)	- (-)	- (-)	2 (1)	2 (5)
Dossiers en cours au 31 décembre	9 (7)	- (6)	4 (3)	2 (3)	4 (2)	11 (10)	30 (31)
Total	38 (39)	10 (16)	7 (8)	5 (6)	8 (7)	37 (32)	105 (108)

Autorités tutélaires pénales

	Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
ENQUETES							
Cas en suspens au 1 ^{er} janvier	30 (25)	16 (26)	9 (11)	3 (3)	3 (5)	20 (19)	81 (89)
Affaires enregistrées durant l'année	248 (259)	115 (140)	48 (61)	47 (40)	63 (55)	162 (176)	683 (731)
Nombre de mineurs	323 (342)	153 (211)	54 (67)	73 (43)	78 (67)	209 (236)	890 (966)
- garçons	260 (287)	133 (189)	42 (52)	60 (37)	66 (50)	160 (164)	721 (779)
- filles	63 (55)	20 (22)	12 (15)	13 (6)	12 (17)	49 (72)	169 (187)
- enfants	56 (94)	39 (49)	12 (18)	17 (3)	19 (22)	80 (70)	223 (256)
- adolescents	257 (232)	105 (153)	40 (45)	56 (40)	59 (45)	116 (164)	633 (679)
- plus de 18 ans	10 (16)	9 (9)	2 (4)	- (-)	- (2)	13 (2)	34 (33)
Détention préventive	13 (13)	- (-)	1 (1)	- (-)	2 (-)	4 (1)	20 (15)
Observations pendant enquête	- (-)	2 (2)	1 (-)	- (-)	- (-)	2 (-)	5 (2)
Expertises psychologiques et d'orientation professionnelle	- (-)	- (-)	1 (-)	- (-)	1 (-)	- (-)	2 (-)
Enquêtes OCM	4 (-)	3 (3)	4 (1)	1 (-)	2 (4)	1 (-)	15 (8)
DECISIONS							
- Clôture d'enquêtes et jugements							
Nombre de jugements	219 (234)	106 (163)	35 (57)	51 (38)	51 (46)	147 (203)	609 (741)
Dessaisissements	18 (16)	16 (7)	- (1)	- (-)	1 (2)	5 (1)	40 (27)
Refus de suivre	- (-)	- (-)	- (-)	- (-)	2 (3)	2 (1)	4 (4)

Autorités tutélaires pénales (suite)

	Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
RECOURS							
Instruction	-	-	1	-	-	-	1
	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)
Jugement	-	-	-	-	-	-	-
	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)
Exécution	-	-	-	-	-	-	-
	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)
PEINES ET MESURES							
Réprimandes	21	7	1	2	7	15	53
	(27)	(4)	(2)	(1)	(7)	(43)	(84)
Astreintes au travail	85	51	15	32	38	71	292
	(81)	(86)	(26)	(21)	(29)	(92)	(335)
Education routière	4	15	-	4	-	1	24
	(15)	(27)	(2)	(3)	(4)	(4)	(55)
Arrêts scolaires	-	-	-	-	-	-	-
	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)
Amendes avec sursis	6	1	-	-	3	1	11
	(11)	(1)	(-)	(-)	(1)	(-)	(13)
Amendes sans sursis	85	24	16	-	16	40	181
	(80)	(18)	(23)	(10)	(10)	(64)	(205)
Détentions avec sursis	5	-	2	1	1	5	14
	(2)	(-)	(2)	(-)	(1)	(2)	(7)
Amendes d'ordre	-	-	-	-	-	-	-
	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)
Détentions sans sursis	2	-	1	-	-	2	5
	(2)	(1)	(-)	(-)	(2)	(4)	(9)
Ajournements des sanctions	-	-	-	3	-	-	3
	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)
Patronages	-	-	-	-	1	-	1
	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)
Assistance éducative	5	-	-	-	-	-	5
	(8)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(8)
Traitement spécial	1	-	-	-	-	-	1
	(2)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(2)
Placement familial	-	-	-	-	-	-	-
	(-)	(1)	(-)	(-)	(-)	(-)	(1)

Autorités tutélaires pénales (suite)

	Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
PEINES ET MESURES (suite)							
Placements en maison d'éducation 91 ch.1 CP)	-	-	1	-	-	1	2
	(1)	(2)	(-)	(-)	(-)	(-)	(3)
Placements en maison d'éducation (91 ch.2 CP)	2	-	-	-	-	-	2
	(3)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(3)
Substitution de mesure	-	-	-	-	-	-	-
	(1)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(1)
Renoncations à toute peine ou mesure	11	3	2	-	-	9	25
	(3)	(10)	(4)	(1)	(2)	(23)	(43)
Jugements libératoires	11	7	4	-	2	11	35
	(9)	(15)	(2)	(1)	(4)	(18)	(49)
INFRACTIONS							
CODE PENAL SUISSE							
Titre							
- Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle	18	-	3	3	4	15	43
	(33)	(6)	(1)	(1)	(6)	(29)	(76)
- Infractions contre le patrimoine	70	41	6	13	19	60	209
	(84)	(40)	(14)	(7)	(9)	(103)	(257)
- Infractions contre l'honneur et contre le domaine secret ou le domaine privé	7	1	-	1	2	9	20
	(19)	(3)	(-)	(1)	(2)	(14)	(39)
- Crimes ou délits contre la liberté	15	8	4	4	4	23	58
	(21)	(10)	(1)	(-)	(4)	(30)	(66)
- Infractions contre les moeurs	3	-	2	1	2	10	18
	(2)	(1)	(-)	(1)	(-)	(-)	(4)
- Crimes ou délits contre la famille	-	-	-	-	-	-	-
	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)
- Crimes ou délits créant un danger collectif	1	-	-	-	-	4	5
	(10)	(-)	(1)	(-)	(-)	(-)	(11)
- Crimes ou délits contre les communications publiques	-	-	-	-	-	1	1
	(1)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(1)
- Faux dans les titres	1	-	-	-	-	1	2
	(-)	(-)	(1)	(-)	(-)	(4)	(5)

Autorités tutélaires pénales (suite)

	Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
Titre (suite)							
- Crimes ou délits contre la paix publique	-	-	-	-	-	-	-
	(2)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(2)
- Infractions contre l'autorité publique	-	-	-	1	1	2	4
	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)
- Crimes ou délits contre l'administration de la justice	-	1	-	2	-	2	5
	(2)	(2)	(-)	(-)	(-)	(1)	(5)
- Contraventions à des dispositions de droit fédéral	-	-	-	-	-	-	-
	(-)	(-)	(-)	(-)	(1)	(-)	(1)
LF SUR LES STUPEFIANTS	58	27	7	2	20	25	139
	(48)	(32)	(13)	(13)	(8)	(25)	(139)
LCR							
- Vols d'usage	5	1	-	3	6	8	23
	(13)	(4)	(1)	(-)	(-)	(3)	(21)
- Autres infractions	25	28	1	12	4	14	84
	(31)	(32)	(5)	(8)	(9)	(14)	(99)
DIVERS							
- CP neuchâtelois	22	1	2	6	7	23	61
	(22)	(7)	(1)	(6)	(6)	(11)	(53)
- Lois cantonales diverses	-	1	1	-	-	-	2
	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(3)	(3)
- Lois fédérales diverses	50	12	19	15	19	65	180
	(77)	(37)	(26)	(5)	(18)	(95)	(258)
- Règlements communaux divers	6	-	-	-	-	1	7
	(4)	(1)	(-)	(-)	(1)	(2)	(8)
Placements par l'AT civile							
- Mineurs ayant commis des infractions	-	-	-	-	-	-	-
	(-)	(-)	(1)	(-)	(-)	(-)	(1)
Autres mesures civiles à la suite d'infractions pénales (307 ss CC)	-	-	-	-	1	-	1
	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)
Cas en suspens au 31 décembre	23	19	16	8	6	24	96
	(30)	(16)	(9)	(3)	(3)	(20)	(81)

NB : Nous ne comptons qu'une seule infraction lorsque le mineur a commis plusieurs infractions du même genre. Ex : une infraction contre le patrimoine s'il y a vol, recel et dommages à la propriété.

2.3. Ministère public et juges d'instruction

Ministère public

	Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
Affaires enregistrées dans l'année	2.879	928	476	509	545	1.838	7.175
Décisions rendues durant l'année :							
ordonnances pénales	1.461	527	261	296	318	1.025	3.888
renvois devant tribunal de police	599	205	100	68	92	404	1.468
- renvois	430	138	65	34	61	243	971
- renvois suite à une opposition à une ordonnance pénale	169	67	35	34	31	161	497
renvois devant tribunal correctionnel	45	5	8	12	6	48	124
renvois devant Cour d'assises	4	1	-	5	-	2	12
renvois devant Tribunal pénal économique	2	1	-	-	-	-	3
renvois devant Autorité tutélaire	179	82	38	47	52	156	554
classement	1.048	362	159	182	208	791	2.750
non lieu	9	3	3	-	1	9	25
dessaisissement en faveur d'autres autorités	250	32	14	19	15	84	414
affaires suspendues durant l'exercice	272	70	34	34	34	135	579

Juges d'instruction	Total
Saisines transmises durant l'exercice	410
Enquêtes préalables transmises durant l'exercice	45
Total	455

Réquisitions transmises à la police durant l'exercice	1.587
Réquisitions transmises à l'Office de surveillance du Service de l'emploi (OSUR) durant l'exercice	73

Affaires en cours au 31 décembre :	Total
réquisitions à la police en cours d'exécution	269
instructions en cours	201
en suspens au Ministère public (fichier)	400
Total	870

Juges d'instruction

	JI Neuchâtel	JI Chaux-de-Fds	JI économique	Total
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier 2009	102	92	28	222
Affaires reçues dans l'année	94	140	15	249
Affaires liquidées dans l'année :	102	153	15	270
- par clôture, suspension, classement, etc.	93	143	14	250
- par dessaisissement en faveur des autorités d'un autre canton ou pays	9	10	1	20
Affaires pendantes au 31 décembre 2009	94	79	28	201
Commissions rogatoires reçues et exécutées	4	61	-	65

La différence entre le nombre d'affaires pendantes au 1^{er} janvier 2009 et le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2008 est due à des erreurs d'enregistrement corrigées durant l'année.

Statistique des condamnations

	Ministère public	Neuchâtel	Boudry	Val-de-Travers	Val-de-Ruz	Le Locle	La Chaux-de-Fonds	Total
Avec sursis ou avec radiation conditionnelle de l'inscription de l'amende au casier judiciaire (art.41 et 49 CP)	1.570	156	77	28	24	31	66	1.952
Sans sursis, y compris amendes inscrites sans radiation conditionnelle au casier judiciaire	651	227	107	33	37	38	133	1.226
Total	2.221	383	184	61	61	69	199	3.178

2.4. Autorités régionales de conciliation de Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds

ARC	Dossiers en cours au 31.12.2008	Nouveaux dossiers		Cas traités en audience / 100%						Total des cas traités en audience	Autres (divers)	Dossiers en cours au 31.12.2009	
	241	846		Conciliations		Pas d'entente		Décisions				163	
	Cas pendants au 31.12.2008	Nouveaux cas	Total à traiter	Chiffres absolus	En %	Chiffres absolus	En %	Chiffres absolus	En %	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Total des cas liquidés	Cas pendants au 31.12.2009
Neuchâtel	244	1016	1260	620	81.80%	122	16.10%	16	2.10%	758	254	1012	248
La Chaux-de-Fonds	81	306	387	233	93.60%	14	5.60%	2	0.80%	249	88	337	50
Total Canton	325	1322	1647	853	84.70%	136	13.50%	18	1.80%	1007	342	1349	298

ARC	Conciliations portant sur									
	Loyer initial	Hausse de loyer	Baisse de loyer	Protection contre les congés	Congé extraordinaire	Consignation du loyer	Décompte frais accessoires	Prolongation du bail	Créance de paiement	Autres motifs
Neuchâtel	23	144	29	63	45	58	36	6	35	181
La Chaux-de-Fonds	1	38	6	38	10	23	40	2	17	58
Total Canton	24	182	35	101	55	81	76	8	52	239

ARC	Pas d'entente sur					
	Loyer initial	Hausse de loyer	Baisse de loyer	Frais accessoires	Créance de paiement	Autres motifs
Neuchâtel	3	38	3	1	10	67
La Chaux-de-Fonds	0	2	0	1	5	6
Total Canton	3	40	3	2	15	73

ARC	Décisions portant sur				Divers		
	Congé ordinaire	Congé extraordinaire	Prolongation du bail	Consignation du loyer	Pas d'entrée en matière, retrait	Au tribunal arbitral	Autres
Neuchâtel	6	7	0	3	245	0	9
La Chaux-de-Fonds	2	0	0	0	86	0	2
Total Canton	8	7	0	3	331	0	11

2.5. Tribunal fiscal

recours pendants au 31 décembre 2008			92	(94)
recours enregistrés en 2009			76	(72)
- taxation d'office	0	(3)		
- impôt sur les successions	1	(2)		
- déductions	18	(21)		
- bénéfice de l'entreprise	4	(2)		
- estimation cadastrale	1	(6)		
- impôt sur les gains immobiliers	5	(6)		
- double imposition	20	(9)		
- autres	27	(23)		
recours liquidés			84	(74)
- admis		(20)	29	
- mal fondés		(30)	37	
- irrecevables		(6)	1	
- retirés / classés		(18)	17	
recours pendants au 31 décembre 2009			84	(92)

3. EVOLUTION DE QUELQUES DONNEES STATISTIQUES DE DIFFERENTES AUTORITES JUDICIAIRES

Voici l'évolution de quelques données statistiques intéressant l'activité des différentes instances judiciaires.

3.1. Tribunal cantonal

Ensemble des dossiers enregistrés à compter de l'année 2005 :

<u>Année</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
Sur recours	980	1.012	980	975	989
1 ^{ère} instance	367	308	346	306	312
Total	1.347	1.320	1.326	1.281	1.301

Emoluments encaissés :

<u>Année</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
	462.131,15	413.999,30	492.009,50	541.329,50	666.384,50

3.2. Tribunaux de district

Actions en divorce et en séparation de corps enregistrées :

<u>Année</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
	707	683	639	629	647

Autres actions enregistrées (procédure écrite et procédure orale) :

<u>Année</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
	420	392	343	323	380

Autorités tutélaires :

<u>Année</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
Tutelles	1.085	1.132	1.124	1.135	1.144
Curatelles	1.548	1.749	1.776	1.747	1.769
Total	2.633	2.881	2.900	2.882	2.913

Cas pénaux jugés par les autorités tutélaires elles-mêmes et par les présidents seuls :

<u>Année</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
	808	658	706	741	609

Emoluments encaissés :

<u>Année</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
	Fr. 1.634.501.--	Fr. 1.772.625.--	Fr. 1.591.094.--	Fr. 1.659.530.--	Fr. 1.672.270.--

3.3. Parquet et juges d'instruction

Mandats de répression ou ordonnances pénales décernés par le procureur général :

<u>Année</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
	4.011	4.208	4.062	3.865	3.888

Ensemble des affaires pénales renvoyées devant les tribunaux, aux autorités tutélaires, militaires, pour jugements par d'autres cantons :

<u>Année</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
	2.169	3.456	3.040	2.707	2.575

Affaires déferées aux juges d'instruction pour enquête :

<u>Année</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
	346	293	283	285	249

TABLE DES MATIERES

1.	CONSIDERATIONS GENERALES.....	1
1.1.	Magistrature judiciaire	2
1.2.	Personnel des greffes	3
1.3.	Informatique.....	3
2.	STATISTIQUES POUR 2009.....	5
2.1.	Tribunal cantonal	5
2.2.	Tribunaux de district.....	12
2.2.1.	Affaires civiles.....	12
2.2.2.	Affaires pénales.....	23
2.3.	Ministère public et juges d'instruction.....	30
2.4.	Autorités régionales de conciliation.....	33
	de Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds	33
2.5.	Tribunal fiscal.....	34
3.	EVOLUTION DE QUELQUES DONNEES STATISTIQUES DE DIFFERENTES AUTORITES	
	JUDICIAIRES	35
3.1.	Tribunal cantonal	35
3.2.	Tribunaux de district.....	35
3.3.	Parquet et juges d'instruction.....	36